Déclaration de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international, sur les relations franco-turques, la lutte contre le groupe terroriste Daech et sur la situation en Syrie, à Paris le 10 octobre 2014.

2014-10-10

Mesdames et Messieurs,

Merci d'être là. Avec mon collègue et ami le ministre des Affaires étrangères de Turquie dire quelques mots à la presse.

Je suis très heureux, Cher Mevlüt, de t'accueillir ici à Paris pour ce qui est la première réunion de notre cadre stratégique de coopération.

Cela fait un mois et demi que tu as pris tes fonctions mais je crois que nous nous sommes déjà rencontrés et parlés au téléphone au moins une demi-douzaine de fois.

C'est évidemment le signe de l'intensité de nos relations et de l'importance que nous accordons à nous consulter régulièrement, spécialement comme aujourd'hui, où la situation internationale est très tendue.

Nous avons voulu à la fois aborder les questions de la crise mais aussi nous extraire du temps court. En effet, nous voulons construire avec la Turquie un partenariat global et de long terme. Ce cadre stratégique que nous présidons toi et moi se réunira une fois par an alternativement en France et en Turquie. Ce sera l'instance de pilotage de ce partenariat en surplomb, si l'on peut dire, des nombreuses autres instances bilatérales de dialogue.

Notre réunion s'inscrit dans le prolongement de la visite d'État du président de la République en Turquie au mois de janvier dernier où l'accueil, grâce à nos amis turcs a été exceptionnel et qui a ouvert une phase nouvelle des relations entre nos deux grands pays.

Aujourd'hui, nous avons commencé de mettre en œuvre deux éléments qui avaient été décidés lors de cette visite. Le président Erdogan, alors Premier ministre s'étant arrêté en France, mais une visite plus officielle devant avoir lieu prochainement.

D'une part, la finalisation d'un plan d'action pour deux ans que nous venons de signer et qui constitue la feuille de route de l'ensemble de notre coopération à la fois dialogue politique et de sécurité mais aussi coopération économique, culturelle et sectorielle.

D'autre part, le renforcement des relations économiques entre nos deux pays et c'est la raison pour laquelle vous avez bien voulu, Mon Cher Mevlüt, consacré un moment de cette journée à un échange avec des chefs d'entreprises qui avait lieu ici il y a quelques dizaines de minutes, chefs d'entreprises qui travaillent avec la Turquie et en Turquie.

Cette première réunion du cadre stratégique nous a permis d'aborder toutes les questions en détail comme doivent le faire de grands partenaires avec une confiance que se doivent des amis.

Nos discussions ont en particulier porté sur les points suivants :

Les questions relatives aux coopérations entre nos pays évidemment. Elles sont déjà nombreuses et enracinées dans l'Histoire commune de nos pays. Je pense ici notamment à cette grande institution qu'est Galatasaray. Ces relations doivent encore se développer dans tous les domaines. Je pense à la coopération économique, à la coopération politique avec un volet important consacré à la lutte contre le terrorisme où le partenariat entre nos deux pays est fondamental et à cet égard, je veux remercier le gouvernement turc de l'accueil qu'il a réservé à mon collègue ministre de l'Intérieur il y a quelques jours. Cela doit se faire aussi sur le plan des relations culturelles mais aussi dans les champs dans lesquels nous pouvons nous apporter beaucoup, l'énergie, les transports, l'agriculture, le spatial.

Ensuite, nos discussions ont porté sur les relations entre la Turquie et l'Union européenne. Nous avons pris bonne note de la stratégie récemment présentée par la Turquie. Nous avons également évoqué les rapports de la commission, j'ai rappelé notre position qui a été exprimée par le président de la République à l'occasion de sa visite d'État en Turquie en janvier dernier. Ces négociations doivent se poursuivre dans la transparence, dans la bonne foi dans le respect du cadre agréé, étant entendu que nos deux peuples seront le cas échéant et le moment venu appelés à se prononcer ; en France c'est la procédure dite du référendum.

La France veut aujourd'hui aller de l'avant. En novembre 2013, nous avons pu ouvrir en novembre 2013 un nouveau chapitre de négociations, le chapitre 22. Aujourd'hui, j'annonce que la France est disposée à ouvrir de nouveaux chapitres pour la négociation, notamment les chapitres 23 et 24 qui couvrent des domaines importants.

Dans la mise en œuvre de notre partenariat stratégique, une attention particulière doit être donnée à la dimension économique comme le montre l'échange que nous venons d'avoir avec une délégation d'importants chefs d'entreprises français. Lors de la visite du président français en Turquie, l'objectif a été fixé de porter nos échanges commerciaux à 20 milliards

d'euros. La France est aujourd'hui le huitième fournisseur de la Turquie avec 6,2 milliards d'euros d'exportation et son sixième client avec 6 milliards d'euros d'importation. Nous devons donc faire davantage.

Notre démarche s'inscrit également dans le nécessaire partenariat entre la France et la Turquie, face à un ensemble de défis globaux.

Nous faisons aujourd'hui face à des crises majeures au niveau régional, aux portes même de la Turquie, bien sûr je pense à la crise syrienne et à l'urgence dramatique, immédiate à Kobane. Une tragédie se déroule sous nos yeux à Kobané face à laquelle absolument personne ne peut rester indifférent. Les drapeaux noirs des terroristes de Daech flottent désormais aux abords de la ville. Comme je l'ai indiqué à l'Assemblée nationale, tout doit être fait pour que les terroristes de Daech soient stoppés et repoussés ; c'est ce à quoi visent les frappes de la coalition.

Malheureusement, certains de nos ressortissants ont rejoint cette organisation terroriste, ou tentent de le faire. Nous avons intensifié les contacts entre nos deux services spéciaux pour lutter contre ces filières de combattants. Nous coordonnons également de manière étroite nos positions.

Nous devons également veiller à ce que, sous couvert de lutte contre Daech, nous ne renforcions pas ceux qui ont créé ce monstre, à savoir le régime de Bachar Al-Assad. La France et la Turquie ont une unité de vues sur la situation en Syrie : nous n'avons pas à choisir entre la barbarie du régime et celle de Daech. Les frappes, si elles sont nécessaires et elles le sont ne suffiront pas. Il faut renforcer de toute urgence les groupes d'opposition modérés qui font face au régime et à Daech. Nous savons aussi qu'une transition politique est incontournable. Mais aucun processus crédible ne sera obtenu sans l'exercice d'une pression accrue sur le régime syrien.

La France veut saluer par ailleurs, les efforts considérables faits par la Turquie pour porter une assistance aux réfugiés. La Turquie qui accueille déjà près d'un million et demi de réfugiés en a accueilli près de deux cent mille supplémentaires en quelques jours, depuis le début de la crise à Kobane. La France continuera d'aider la Turquie, de même que les autres pays voisins de la Syrie, à faire face à ce défi. Il est également nécessaire d'apporter une aide civile et humanitaire accrue à aux Syriens vivant dans les zones tenues par l'opposition modérée à travers les frontières, comme le permet la résolution 2165 du Conseil de sécurité des Nations unies, pour leur permettre de s'y maintenir. Dans cet esprit toutes les options doivent être étudiées. Comme le président de la République l'a indiqué mercredi à son homologue turc, nous soutenons le principe d'une zone, appelons-la «Safe zone» ou zone de sécurité entre la Syrie et la Turquie. La mise en œuvre d'une telle idée nécessite évidemment une étroite coordination internationale.

Au-delà de cette crise immédiate, nous avons pu constater que, confrontés à des défis voisins, nos deux pays entendent apporter leur contribution à l'ordre international, qu'il s'agisse de notre voisinage commun - le pourtour méditerranéen - ou des grands enjeux stratégiques, l'énergie, le climat, pour lesquels nos deux pays ont des complémentarités précieuses à exploiter. C'est le programme de travail que nous nous sommes donnés.

Je suis, Monsieur le Ministre, Mon Cher Mevlüt, heureux de m'atteler avec toi à cette tâche si importante pour nos deux pays mais, au-delà de nos deux pays, pour la coopération entre deux grands peuples.

Je vous remercie.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 14 octobre 2014

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/192567-laurent-fabius-10102014-relations-franco-turques-lutte-daech-et-syrie